

<http://ugtg.org/~apache/spip.php?article1392>



Alliance ouvrière et paysanne : Unité contre la répression

- Dossiers - Répression -



Date de mise en ligne vendredi 17 décembre 2010

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

Alliance Ouvrière et Paysanne

Membre de l'Association des Travailleurs et des Peuples de la Caraïbe

Et de l'Entente internationale des Travailleurs et des Peuples.

Unité contre la criminalisation des organisations ouvrières, nationalistes et démocratiques.

Alliance Ouvrière et Paysanne constate, qu'en février mars 2009, se combinant aux 44 jours de grève générale en Guadeloupe, 38 jours de grève générale en Martinique ont vu formidablement fusionner revendications sociales et revendication nationale sous le mot d'ordre « **Matinik sé ta nou... Matinik sé pa ta yo** ».

Fortement ébranlés par ce mouvement, Etat français et gros patronat tentent de briser les organisations ouvrières, nationalistes et démocratiques de nos pays : [cascade de procès contre des dirigeants et militants de l'UGTG](#), première organisation syndicale de Guadeloupe, [procès contre la secrétaire générale de la CGTM](#), première organisation syndicale de Martinique, procès contre des militants de l'ASSAUPAMAR, récente agression et mise en garde à vue de travailleurs et représentants syndicaux CSTM de M. Bricolage, entreprise du groupe Bernard Hayot, etc.

AOP se félicite qu'une [large solidarité](#), dépassant les frontières de nos pays, se soit manifestée pour arrêter le bras de la répression. Parmi les nombreuses prises de position, celle - ci que nous avons reçue de nos camarades français du Parti Ouvrier Indépendant (POI) :

Motion de solidarité approuvée samedi 11 décembre par les 403 délégués ouvriers de 62 départements, syndicalistes et militants ouvriers de toute appartenance, réunis à Issy-les-Moulineaux (92), à l'initiative du Parti Ouvrier Indépendant (POI) en « Conférence nationale ouvrière pour l'unité, contre le consensus ».

Ils appellent sur cette base tous les militants et organisations à faire connaître aux autorités françaises leur exigence d'arrêt des poursuites et de la répression contre les syndicalistes de Guadeloupe et de Martinique menacés par la justice coloniale française.

Motion en défense des syndicalistes de Guadeloupe et de Martinique

La conférence ouvrière réunie le 11 décembre 2010 a été saisie de cas très graves de répression anti syndicale : en Guadeloupe où l'Etat et les patrons veulent casser le LKP et l'UGTG notamment par le procès contre Charlie Lendo, et en Martinique où les patrons osent traîner Ghislaine Joachim-Arnaud, secrétaire générale de la CGT Martinique au tribunal le 15 décembre pour « incitation à la haine et au racisme ».

Dans de nombreuses entreprises dont les raffineries, le SIAP, des actions patronales sont en cours visant à faire condamner les syndicalistes à de lourdes peines et à opérer des licenciements.

La conférence nationale de délégués du 11 décembre invite à la mobilisation unie du mouvement ouvrier et à la multiplication de prises de position pour faire cesser la répression antisyndicale.

AOP, qui, aux côtés notamment de [délégués de Guadeloupe](#), d'Ayiti et de La Réunion, vient de participer à Alger les 27,28 et 29 novembre à une « [Conférence mondiale contre la guerre et l'exploitation](#) », co organisée par l'Entente Internationale des Travailleurs et des Peuples, mettra tout en oeuvre pour que se réalise l'unité la plus large pour la

Alliance ouvrière et paysanne : Unité contre la répression

défense des intérêts nationaux et sociaux de notre peuple. Ce qui, par delà les divergences, passe par l'unité pour la défense inconditionnelle de ses organisations ouvrières, nationalistes et démocratiques.

Matinik, 15 décembre 2010.